



// TECHINNOV 2025

Jeudi 27 Mars 2025

CCI ESSONNE TERRITORIALE

Contrat N° 9993-01 | Nathalie SARAZIN | 07/10/2024

TECHINNOV 2025

Contrat N° 9993-01

établi le 07/10/2024 entre

**Société d'Exploitation de Parcs d'Expositions
représentée par Monsieur Florent JONQUIERT**

agissant en qualité de Directeur Général
Parc Floral de Paris
Route du Champ de manoeuvre
75012 PARIS

et

CCI ESSONNE TERRITORIALE

représenté par Monsieur Patrick RAKOTOSON agissant en qualité de Président
2 COURS MONSEIGNEUR ROMERO
91000 EVRY COURCOURONNES
FRANCE

Vous voudrez bien nous faire parvenir avant le 18/10/2024, les documents suivants :

- un exemplaire du contrat paraphé et signé,
- un exemplaire des conditions générales de vente dûment signé,
- l'acompte correspondant à la première échéance,

Ce contrat sera alors réputé comme confirmé.

Location d'espaces

Quantité	Durée	Taux Tva	PU HT	Montant HT
----------	-------	----------	-------	------------

HALL PINEDE 1 ET 2 - 7 200 M²

MERCREDI 26 MARS 2025

Montage client de 08:00 à 20:00

5 000 m ²	1 Jour	20,00 %	2,63 €	13 150,00 €
----------------------	--------	---------	--------	-------------

JEUDI 27 MARS 2025

Exploitation de 09:00 à 18:00

5 000 m ²	1 Jour	20,00 %	2,63 €	13 150,00 €
----------------------	--------	---------	--------	-------------

Ouverture site à 8h

DU JEUDI 27 AU VENDREDI 28 MARS 2025

Démontage client de 18:00 à 02:00

5 000 m ²	0,50 Jour	20,00 %	2,63 €	6 575,00 €
----------------------	-----------	---------	--------	------------

PARKING EXPOSANTS

DU MERCREDI 26 AU JEUDI 27 MARS 2025

Exploitation de 08:00 à 20:00

	2 Jour	20,00 %	1 377,33 €	2 754,66 €
--	--------	---------	------------	------------

Sur 2/3 de sa superficie soit 176 places

ESPACE CLUB

DU MERCREDI 26 AU JEUDI 27 MARS 2025

Exploitation de 08:00 à 20:00

	2 Jour	20,00 %	1 499,00 €	2 998,00 €
--	--------	---------	------------	------------

Commissariat Général

Sous Total HT Location d'Espaces

38 627,66 €

Remises espaces

Quantité	Durée	Taux Tva	PU HT	Montant HT
Remise Commerciale				
1	1 Forf	20,00 %	-3 862,77 €	-3 862,77 €

Sous Total remises espaces

-3 862,77 €

Total HT Location d'Espaces

34 764,89 €

Prestations

Quantité	Durée	Taux Tva	PU HT	Montant HT
----------	-------	----------	-------	------------

SON

MERCREDI 26 MARS 2025

SONORISATION GENERALE D'APPEL	1 un.	1 Jour	20,00 %	82,00 €	82,00 €
-------------------------------	-------	--------	---------	---------	---------

DÉCOR SCÉNIQUE

MERCREDI 26 MARS 2025

Rideaux de séparation (Hall 1 & 3)	1 un.		20,00 %	697,00 €	697,00 €
------------------------------------	-------	--	---------	----------	----------

INTERNET

DU MERCREDI 26 AU JEUDI 27 MARS 2025

Hotspot wifi - Hall Pinède - ouvert	1 un.		20,00 %	3 659,25 €	3 659,25 €
-------------------------------------	-------	--	---------	------------	------------

1200 connexions simultanées

Internet filaire symétrique 10 MBPS	1 un.		20,00 %	1 610,00 €	1 610,00 €
-------------------------------------	-------	--	---------	------------	------------

zone accueil

Internet filaire symétrique 10 MBPS	1 un.		20,00 %	1 610,00 €	1 610,00 €
-------------------------------------	-------	--	---------	------------	------------

zone Arena (régie)

ELECTRICITÉ

DU MERCREDI 26 AU JEUDI 27 MARS 2025

CONSOMMATION ELECTRICITE (selon relevé des compteurs)	1 677 kWh		20,00 %	0,20 €	342,11 €
---	-----------	--	---------	--------	----------

Les coûts relatifs aux consommations d'énergie (électricité, gaz) seront refacturés au réel au PRENEUR sur la base des tarifs issus des contrats signés par la Ville de Paris avec ses propres fournisseurs.

Une provision est intégrée dans le devis pour couvrir ces coûts. Le VENDEUR attire l'attention du PRENEUR sur le fait que, compte tenu du contexte actuel, ces tarifs sont susceptibles d'être revus à la hausse par les fournisseurs d'énergie. Dans un tel cas, un montant supplémentaire sera facturé au PRENEUR en complément de la provision afin que le montant total encaissé à ce titre soit égal au coût réel de ses consommations d'énergie.

Estimatif 2024

Raccordement électrique 3 KW - 220 V - monophasé - 12h/24h	15 un.		20,00 %	329,70 €	4 945,50 €
--	--------	--	---------	----------	------------

Estimatif 2024

Quantité	Durée	Taux Tva	PU HT	Montant HT
----------	-------	----------	-------	------------

ELECTRICITÉ

DU MERCREDI 26 AU JEUDI 27 MARS 2025

Raccordement électrique 20 KW - 380 V - triphasé - 12h/24h	1 un.	20,00 %	718,87 €	718,87 €
Estimatif 2024				
Raccordement électrique 15 KW - 380 V - triphasé - 12h/24h	1 un.	20,00 %	602,88 €	602,88 €
Estimatif 2024				
Raccordement électrique 6 KW - 220 V - monophasé - 12h/24h	1 un.	20,00 %	388,56 €	388,56 €
Estimatif 2024				
Triplette	208 un.	20,00 %	11,00 €	2 288,00 €
Estimatif 2024				
Raccordement électrique 1KW - 220 V- monophasé - 12h/24h	30 un.	20,00 %	270,10 €	8 103,00 €
Estimatif 2024				

PERSONNEL ELECTRICITÉ, ÉNERGIE

MERCREDI 26 MARS 2025

Permanence électrique - jour (7h-21h) de 07:00 à 09:00	1 un.	2 H	20,00 %	49,01 €	98,02 €
Montage					
Permanence électrique - jour (7h-21h) de 17:00 à 20:00	1 un.	3 H	20,00 %	49,01 €	147,03 €
Montage					

JEUDI 27 MARS 2025

Permanence électrique - jour (7h-21h) de 08:00 à 18:00	2 un.	10 H	20,00 %	49,01 €	980,20 €
Exploitation					
Permanence électrique - jour (7h-21h) de 18:00 à 20:00	1 un.	2 H	20,00 %	49,01 €	98,02 €
Démontage					

CHAUFFAGE, CLIMATISATION

DU MERCREDI 26 AU JEUDI 27 MARS 2025

Quantité
Durée
Taux Tva
PU HT
Montant HT

CHAUFFAGE, CLIMATISATION

DU MERCREDI 26 AU JEUDI 27 MARS 2025
Consommation gaz (selon relevé des compteurs)
319 m³
20,00 %
3,08 €
980,93 €

Les coûts relatifs aux consommations d'énergie (électricité, gaz) seront refacturés au réel au PRENEUR sur la base des tarifs issus des contrats signés par la Ville de Paris avec ses propres fournisseurs.

Une provision est intégrée dans le devis pour couvrir ces coûts. Le VENDEUR attire l'attention du PRENEUR sur le fait que, compte tenu du contexte actuel, ces tarifs sont susceptibles d'être revus à la hausse par les fournisseurs d'énergie. Dans un tel cas, un montant supplémentaire sera facturé au PRENEUR en complément de la provision afin que le montant total encaissé à ce titre soit égal au coût réel de ses consommations d'énergie.

Estimatif 2024

EAU

DU MERCREDI 26 AU JEUDI 27 MARS 2025
Consommation eau (selon relevé des compteurs)
13 m³
20,00 %
4,87 €
63,27 €

Estimation

Estimatif 2024

SÉCURITÉ INCENDIE

JEUDI 27 MARS 2025
SSIAP 2 de 07:30 à 20:30
1 un.
13 H
20,00 %
38,13 €
495,69 €
SSIAP 1 de 07:30 à 20:30
2 un.
13 H
20,00 %
36,30 €
943,80 €

SURVEILLANCE & GARDIENNAGE

MERCREDI 26 MARS 2025
ADS parking exposants - jour de 08:00 à 21:00
2 un.
13 H
20,00 %
34,59 €
899,34 €
ADS parking exposants - nuit de 21:00 à 22:00
2 un.
1 H
20,00 %
38,36 €
76,72 €
DU MERCREDI 26 AU JEUDI 27 MARS 2025
ADS GARDIENNAGE - nuit de 22:00 à 06:00
1 un.
8 H
20,00 %
38,36 €
306,88 €

Hall Pinède

JEUDI 27 MARS 2025
ADS GARDIENNAGE de 06:00 à 07:30
1 un.
1,50 H
20,00 %
34,59 €
51,89 €

Hall Pinède

Quantité	Durée	Taux Tva	PU HT	Montant HT
----------	-------	----------	-------	------------

SURVEILLANCE & GARDIENNAGE

JEUDI 27 MARS 2025

Forfait ADS (5h) - Ouverture Parc Floral - jour	2 un.		20,00 %	156,71 €	313,42 €
Entrée Pyramide					
ADS VIGIPIRATE de 07:30 à 12:30	1 un.	5 H	20,00 %	34,59 €	172,95 €
Accès véhicules puis relais 2ème guérite					
ADS parking exposants - jour de 07:30 à 21:00	2 un.	13,50 H	20,00 %	34,59 €	933,93 €
ADS VIGIPIRATE de 08:00 à 16:00	2 un.	8 H	20,00 %	34,59 €	553,44 €
Accès piétons					
Chef de poste - jour de 08:00 à 21:00	1 un.	13 H	20,00 %	37,25 €	484,25 €
ADS VIGIPIRATE de 16:00 à 21:00	1 un.	5 H	20,00 %	34,59 €	172,95 €
Accès piétons					
ADS Gestion de flux - jour de 16:00 à 21:00	3 un.	5 H	20,00 %	34,59 €	518,85 €
Démontage					
Forfait ADS (5h) - Fermeture Parc Floral - nuit	3 un.		20,00 %	171,87 €	515,61 €
ADS parking exposants - nuit de 21:00 à 23:00	2 un.	2 H	20,00 %	38,36 €	153,44 €
ADS Gestion de flux - nuit de 21:00 à 23:00	3 un.	2 H	20,00 %	38,36 €	230,16 €
Démontage					

DU JEUDI 27 AU VENDREDI 28 MARS 2025

ADS parking exposants - nuit de 23:00 à 02:00	1 un.	3 H	20,00 %	38,36 €	115,08 €
--	--------------	------------	----------------	----------------	-----------------

PRESTATIONS DE NETTOYAGE

MERCREDI 26 MARS 2025

Mise en état avant ouverture (prix au m²)	5 000 m²		20,00 %	0,28 €	1 385,00 €
Hall Pinède					

JEUDI 27 MARS 2025

Dépose moquettes (prix au m²)	1 601 m²		20,00 %	0,32 €	515,52 €
Estimatif 2024					

Contrat N° 9993-01 | Nathalie SARAZIN | 07/10/2024 | page. 7 sur 22

Quantité	Durée	Taux Tva	PU HT	Montant HT
----------	-------	----------	-------	------------

PRESTATIONS DE NETTOYAGE

DU JEUDI 27 AU VENDREDI 28 MARS 2025

Remise en état finale (prix au m²)	5 000 m²	20,00 %	0,33 €	1 665,00 €
Hall Pinède				

MATÉRIEL DE NETTOYAGE

JEUDI 27 MARS 2025

Fournitures sanitaires hall PINEDE / bloc / jour	1 un.	20,00 %	115,89 €	115,89 €
OFFERT AU MONTAGE				

PERSONNEL DE NETTOYAGE

MERCREDI 26 MARS 2025

Permanence sanitaire - montage de 12:00 à 20:00	1 un.	8 H	20,00 %	25,79 €	206,32 €
Permanence nettoyage - allées montage de 13:00 à 18:00	1 un.	5 H	20,00 %	25,79 €	128,95 €

JEUDI 27 MARS 2025

Permanence nettoyage – allées exploitation de 07:30 à 19:00	1 un.	11,50 H	20,00 %	25,79 €	296,59 €
Permanence sanitaire - exploitation de 07:30 à 20:00	1 un.	12,50 H	20,00 %	25,79 €	322,38 €

GESTION DES DÉCHETS

JEUDI 27 MARS 2025

Evacuation des déchets par benne 30m3	2 un.	20,00 %	993,33 €	1 986,66 €
Estimatif 2024				

PRESTATIONS DE SIGNALÉTIQUE

DU MERCREDI 26 AU JEUDI 27 MARS 2025

Bâche entrée de site - 3845 x 2140 mm (fabrication, livraison, pose, location)	1 un.	20,00 %	1 517,00 €	1 517,00 €
--	-------	---------	------------	------------

PRESTATIONS LOGISTIQUE

JEUDI 27 MARS 2025

NAVETTES de 08:30 à 20:30	1 un.	20,00 %	2 198,55 €	2 198,55 €
2 navettes en rotation				

Quantité	Durée	Taux Tva	PU HT	Montant HT
----------	-------	----------	-------	------------

COORDINATION ÉVÉNEMENT

DU MERCREDI 26 AU JEUDI 27 MARS 2025

REGISSEUR SITE (forfait 12h)	3 un.	20,00 %	660,10 €	1 980,30 €
Estimatif - en attente planning				

Total HT Prestations de services 46 671,20 €

Récapitulatif

TECHINNOV 2025

Synthèse financière

Location d'espaces	38 627,66 €
Remise - Location d'espaces	-3 862,77 €
Total HT Location d'Espaces	34 764,89 €
Audiovisuel	779,00 €
Electricité Energie Fluides	19 756,39 €
Informatique Télécom Réseau	6 879,25 €
Logistique	2 198,55 €
Nettoyage	6 622,31 €
Prestations d'accompagnement	1 980,30 €
Sécurité	6 938,40 €
Signalétique	1 517,00 €
Total HT Prestations de services	46 671,20 €
Total Général HT	81 436,09 €
TVA 20.00 %	16 287,22 €
Total Général TTC	97 723,31 €

Echéancier (TTC) 9993-01

	Date d'échéance	Montant/% cumulé	Montant/%	Montant échéance
1er acompte	31/10/2024	20,00 %	20,00 %	19 544,67 €
2ième acompte	26/11/2024	60,00 %	40,00 %	39 089,31 €
Solde	05/03/2025	100,00 %	Solde	39 089,33 €
Total				97 723,31 €

Clauses

Restauration :

Toutes les prestations de restauration sont gérées par notre prestataire exclusif. Merci de nous transmettre votre cahier des charges afin de répondre à vos attentes.

Conditions Générales de Vente

CONTRAT DE LOCATION D'ESPACES ET VENTE DE PRESTATIONS DE SERVICES Dispositions Générales

Type : MANIFESTATIONS ACCUEILLIES
En vigueur à compter du 1er Juillet 2023

PREAMBULE

Le PRENEUR et le VENDEUR se sont rapprochés pour définir et arrêter les termes et conditions de la commande passée par le PRENEUR auprès du VENDEUR. A ce titre, le PRENEUR reconnaît avoir été invité par le VENDEUR à formuler ses observations / remarques sur le projet de CONTRAT.

A l'issue de leurs discussions, le PRENEUR et le VENDEUR sont convenus de collaborer ensemble aux conditions définies ci-après. A ce titre, le présent CONTRAT se substitue à tout autre document échangé préalablement entre les PARTIES.

Dans ce contexte le PRENEUR d'une part et le VENDEUR d'autre part déclarent avoir reçu l'ensemble des informations nécessaires à leurs engagements et avoir également parfaitement compris et accepté leurs engagements aux termes dudit CONTRAT.

A ce titre, le PRENEUR reconnaît que ses obligations essentielles au titre du CONTRAT sont les suivantes :

- (i) Transmettre toutes les informations et/ou éléments et/ou accomplir toutes les démarches nécessaires à la réservation des ESPACES loués et à l'exécution des PRESTATIONS DE SERVICES par le VENDEUR,
- (ii) Procéder au paiement intégral du prix de la location des ESPACES et des PRESTATIONS DE SERVICES, en ce compris la participation aux assurances et aux frais de remise en état.
- (iii) Souscrire aux polices d'assurances conformes à celles décrites à l'article 2 et remettre au VENDEUR les attestations d'assurances correspondantes.

De son côté, le VENDEUR reconnaît que son obligation essentielle est de mettre à disposition les ESPACES et livrer les PRESTATIONS DE SERVICES dans les délais convenus et selon les prestations standards de qualité requise.

Définitions

PRENEUR : Entité juridique ayant conclu le CONTRAT avec le VENDEUR afin de bénéficier de la mise à disposition des ESPACES loués et des PRESTATIONS DE SERVICES.

VENDEUR : Entité juridique mettant à disposition du PRENEUR les ESPACES, et fournissant les PRESTATIONS DE SERVICES au profit du PRENEUR.

PARTIE(S) : désigne le PRENEUR et/ou le VENDEUR.

PROPOSITION COMMERCIALE : Offre de location d'espaces et de prestations de services du VENDEUR au PRENEUR faisant l'objet d'un descriptif et d'une tarification au cas par cas.

CONTRAT : Rassemble (i) la Proposition Commerciale acceptée par le PRENEUR, (ii) les dispositions générales du présent CONTRAT, (iii) les dispositions particulières visées en annexe, et le cas échéant la Proposition Commerciale des commandes complémentaires acceptées par le PRENEUR.

MANIFESTATION : désigne la manifestation ou opération pour les besoins de laquelle le PRENEUR souhaite louer les ESPACES.

ESPACES : désigne les espaces situés sur le SITE et mentionnés dans la PROPOSITION COMMERCIALE que le PRENEUR souhaite louer pour les besoins de sa MANIFESTATION.

PRESTATIONS DE SERVICES : désigne toutes les prestations liées à l'utilisation des aménagements et installations du SITE, notamment celles listées à l'article 4 des présentes.

SITE : désigne l'ensemble des bâtiments exploités dénommé *ESPACE EVENEMENTS PARC FLORAL DE PARIS* et exploité par le VENDEUR.

Article 1 - COMMANDES

1.1 Modalités de passation des commandes

Le PRENEUR est dans l'obligation de préciser au VENDEUR la date, la nature et l'objet exact de la MANIFESTATION ainsi que son titre, les estimations du

Contrat N° 9993-01 | Nathalie SARAZIN | 07/10/2024 | page. 12 sur 22

nombre de personnes envisagé et les horaires d'occupation des lieux et de s'y tenir.

Le VENDEUR se réserve le droit de refuser la tenue dans ses locaux d'une quelconque MANIFESTATION, en raison de sa nature, de ses conséquences ou des risques qu'elle est susceptible de présenter, eu égard notamment au respect des dispositions légales et réglementaires applicables.

Au vu de ces précisions, le VENDEUR adresse au PRENEUR une Proposition Commerciale pour la location d'ESPACES et la fourniture de PRESTATIONS DE SERVICES, établi sur la base des tarifs applicables.

Le PRENEUR ne peut en aucun cas céder le bénéfice de la Proposition Commerciale sans l'accord écrit du VENDEUR.

La signature de la Proposition Commerciale vaut commande ferme et définitive à l'égard du PRENEUR. Le VENDEUR est tenu à l'égard du PRENEUR à compter du paiement effectif de l'acompte tel que précisé en Annexe 1. Il est toutefois précisé que les tarifs mentionnés par la PROPOSITION COMMERCIALE seront révisés selon les modalités fixées par cette dernière.

1.2 Obligations du PRENEUR concernant la MANIFESTATION

Le titre et l'objet de la MANIFESTATION sont contractuels et ne pourront, sans l'accord du VENDEUR, être modifiés, étant entendu que le PRENEUR s'engage à ne pas exercer dans les locaux du SITE d'autres activités que celles qui relèvent de l'objet ci-dessus défini à l'article 1.1. Le PRENEUR s'engage également à prendre toute disposition pour garantir, sous sa propre responsabilité, le respect de ces éléments contractuels par son personnel et par toute personne dont il répond. Ainsi, le VENDEUR a la faculté de refuser au PRENEUR l'entrée dans ses locaux si l'objet de sa MANIFESTATION ne correspond pas à celui annoncé lors de la conclusion du CONTRAT. Dans ces hypothèses, les conditions d'annulation du fait du PRENEUR, prévues à l'article 1.6 des présentes trouveront à s'appliquer.

Le PRENEUR devra notamment se soumettre dans le cadre de l'organisation de la MANIFESTATION aux conditions suivantes :

- Le PRENEUR s'oblige à la signature de la Proposition Commerciale à fournir tous renseignements et pièces justifiant de sa capacité à contracter (extrait Kbis de moins de trois mois, pouvoir, déclaration en Préfecture, statuts, licence d'entrepreneur de spectacle en cours de validité, qualité et pouvoirs du signataire, attestation URSSAF, etc.).
- Le PRENEUR devra confirmer au VENDEUR au plus tard un (1) mois avant le début de la MANIFESTATION les programmes et horaires définitifs de celle-ci ; les détails des équipements et des services commandés auprès du VENDEUR ; les noms et coordonnées de tout prestataire tiers retenu par le PRENEUR dans les limites définies au sein de l'article 4 des présentes.
- Le PRENEUR, en qualité d'entreprise utilisatrice, devra respecter l'ensemble des lois et réglementations en vigueur et notamment le Décret 92-158 du 20 février 1992 ou tout document s'y substituant.

Dans le cas où la MANIFESTATION est soumise aux formalités déclaratives visées aux articles L. 762-1 à 762-3, R.762-1 à R.762-14 et A.762-1 à A.762-18 du Code de commerce ou tout article qui s'y substituerait, relatifs au régime de déclaration préalable des MANIFESTATIONS commerciales, le PRENEUR devra faire directement les déclarations nécessaires à la tenue de la MANIFESTATION et communiquer toutes les informations nécessaires à la déclaration au VENDEUR dans un délai qui ne devra pas être inférieur à 60 jours ouvrables avant la date d'entrée dans les lieux.

En cas de modification et/ou complément des éléments ainsi transmis, le PRENEUR s'engage à en informer le VENDEUR dans les plus brefs délais et en tout état de cause au plus tard 15 jours avant la date d'entrée dans les lieux, à charge pour le PRENEUR de les faire suivre à la Préfecture le cas échéant. En toute hypothèse le PRENEUR restera seul responsable de la véracité et de l'exhaustivité des informations transmises. En conséquence, le VENDEUR se réserve le droit de se retourner contre le PRENEUR s'il était mis en cause au motif que les informations transmises par ce dernier, notamment pour les besoins de déclaration du calendrier annuel des MANIFESTATIONS commerciales seraient inexactes, incomplètes et/ou falsifiées.

A cet égard, le CONTRAT sera résilié de plein droit avec effet immédiat aux torts du PRENEUR, dans les conditions définies à l'article 8, du fait d'une absence de déclaration ou d'un refus d'autorisation de la MANIFESTATION par la Préfecture, dès que le VENDEUR en aura eu connaissance.

Tout plan d'implantation de la MANIFESTATION qui serait différent du cahier des charges devra être transmis par le PRENEUR au VENDEUR au plus tard dix (10) semaines avant le début de la MANIFESTATION.

En cas de vente au public dans le cadre de la MANIFESTATION, le PRENEUR devra, pour ce faire, posséder toutes les autorisations réglementaires requises, compte tenu de la législation en vigueur.

1.3 Le VENDEUR remet au PRENEUR les documents suivants :

- La Proposition Commerciale,
- Les dispositions générales du présent CONTRAT et les dispositions particulières annexées,
- Le CCTP (Cahier des Charges et Clauses Techniques).

que le PRENEUR s'oblige à respecter. En cas de contradiction entre les documents constitutifs du CONTRAT, et sauf accord différent entre les PARTIES, le premier document cité prévaut sur le deuxième et ainsi de suite en cas de contradiction de leurs termes.

1.4 Conditions de règlement

Tout CONTRAT dont le montant HT est égal ou inférieur à 6.000 euros sera réglé en une seule échéance à la signature du CONTRAT.

Dans les autres cas, le PRENEUR verse au VENDEUR à la conclusion du ou des CONTRATS(s) les acomptes tels que définis à l'annexe 1 ci-après et le solde selon les modalités définies dans la Proposition Commerciale.

1.5 Echéances

Dans tous les cas, le solde doit être intégralement reçu par le VENDEUR, au plus tard 20 jours ouvrés avant la tenue de la MANIFESTATION, le solde des factures non réglées préalablement à la MANIFESTATION étant payable à réception sans escompte.

La(es) facture(s) mentionne(nt) la date à laquelle le paiement doit intervenir sans escompte.

Le VENDEUR accepte les modes de règlements, libellés en euros, suivants : chèques bancaire et postal, virement bancaire (frais à la charge du PRENEUR).

Tout retard dans le paiement des sommes dues à la date d'échéance, à quelque titre que ce soit, par le PRENEUR quelle qu'en soit la cause, rendra exigible (après une mise en demeure préalable) le paiement d'un intérêt de retard calculé sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement la plus récente, majoré de dix (10) points de pourcentage sans toutefois que ce taux ne puisse être inférieur à trois fois le taux d'intérêt légal en vigueur à cette date (en fonction de la date d'échéance, le taux BCE applicable pendant le premier semestre de l'année concernée sera le taux en vigueur au 1er janvier de l'année et celui applicable pendant le second semestre sera le taux en vigueur au 1er juillet de l'année). Conformément aux dispositions de l'article L.441-6 du Code de Commerce, tout retard de paiement entraînera l'exigibilité immédiate d'une pénalité forfaitaire d'un montant de quarante (40) euros pour frais de recouvrement.

1.6 Annulation

Réserve faite de la faute du VENDEUR et des dispositions de l'article 9, toute annulation totale ou partielle du CONTRAT par le PRENEUR, entrainera le paiement par le PRENEUR des sommes telles que définies à l'annexe 1 ci-après.

1.7 Commandes complémentaires

Le PRENEUR indiquera au VENDEUR le nom de la personne habilitée à signer et à engager des dépenses pour son compte.

Toute commande complémentaire fera l'objet d'une Proposition Commerciale qui devra être acceptée dans les conditions visées à l'article 1.2 ci-dessus. Ces dernières seront payées selon les mêmes modalités et échéances que la commande initiale.

Toute commande complémentaire passée dans les 15 jours précédant le 1er jour de montage de la MANIFESTATION et pendant la MANIFESTATION sera majorée de 15 % du tarif HT en vigueur et sera payable à réception de la facture sans escompte, conformément aux dispositions de l'article 1.4.

L'ajustement à plus ou moins 10% des commandes de prestations de restauration fait dans les 15 jours précédant le 1er jour de montage ne fera pas l'objet d'une majoration.

1.8 Dépôt de garantie

Le VENDEUR se réserve la faculté d'exiger de la part du PRENEUR un dépôt de garantie par chèque ou virement pour valider la commande. A défaut, celle-ci ne sera pas prise en considération.

Un tel dépôt de garantie pourra être exigé en fonction notamment de la nature de la MANIFESTATION, du nombre de personnes estimé et/ou du montant du contrat.

Ce dépôt de garantie sera restitué au PRENEUR, après paiement intégral des sommes dues, déduction faite du coût des travaux éventuels de remise en état comme indiqué à l'article 3 ci-après. Cette somme sera restituée au PRENEUR dans les 15 jours ouvrables qui suivront la fin du démontage de la MANIFESTATION.

Le montant du dépôt de garantie est fixé dans la Proposition Commerciale

Article 2 - ASSURANCE, GARANTIES, RESPONSABILITES

Le PRENEUR s'oblige à remettre les attestations d'assurance requises au titre du présent article au moment de la signature du CONTRAT ainsi que dans les 30 jours qui précèdent le début de la MANIFESTATION afin d'assurer la mise à jour desdites attestations. Cette attestation devra préciser les garanties et leurs montants. A défaut, le VENDEUR ne sera tenu à aucun engagement au titre du CONTRAT.

2.1 Assurances

Le VENDEUR et le PRENEUR déclarent avoir souscrit un contrat d'assurances couvrant leurs biens et les biens mobiliers qui leur sont confiés.

Le contrat d'assurance Responsabilité Civile du PRENEUR devra également le couvrir en sa qualité d'occupant temporaire des ESPACES pour une valeur d'au moins 3.000.000€ par sinistre, afin de couvrir les dommages de toutes natures pouvant être causés au tiers, en ce compris au VENDEUR et aux ESPACES, que ce soit de son fait, du fait de son personnel ou de tous tiers intervenant sous sa responsabilité.

Pour les dommages non couverts par ses assurances, le PRENEUR devra procéder à l'indemnisation des préjudices subis sur la présentation de la facture émise par le VENDEUR comme indiqué à l'article 2.3 et 2.4 (iii) ci-dessous.

Concernant les autres biens mobiliers du PRENEUR (en qualité de propriétaire ou gardien à quelque titre que ce soit) ne faisant pas partie du présent CONTRAT mais que le PRENEUR installerait au sein des ESPACES loués pour la durée de la MANIFESTATION, le PRENEUR renonce à tout recours à l'encontre du VENDEUR et de ses assureurs pour quelques dommages que ce soit et/ou résultant de quelques événements que ce soit. Il obtiendra de ses assureurs la même renonciation à recours à l'encontre du VENDEUR et de ses assureurs.

2.2 Risque d'annulation ou de résiliation

Il est recommandé au PRENEUR de souscrire dès la signature du CONTRAT une police d'assurance contre tout risque d'annulation, résolution ou résiliation dudit CONTRAT ou de tout ou partie de(s) MANIFESTATION(s), quelle qu'en soit la cause, même en cas de force majeure, sans franchise, de telle sorte que le VENDEUR soit couvert intégralement du préjudice financier en résultant (y compris les indemnités ou engagements devant être payés à ses propres fournisseurs/sous-traitants). Ladite police, souscrite par le PRENEUR pourra comporter une délégation d'indemnité au profit du VENDEUR pour l'intégralité du prix du CONTRAT et toutes autres sommes dues en application des présentes.

2.3 Garanties

En complément, le PRENEUR garantit le VENDEUR de toutes les conséquences financières qui résulteraient pour ce dernier de toute faute contractuelle, délictuelle ou quasi délictuelle résultant du comportement de ses propres cocontractants (artistes, associés, sociétés...), sous-traitants, ou du public, sauf dans le cas où le dommage résulterait de la mise en œuvre de prestations assurées par le VENDEUR directement ou indirectement par l'intermédiaire de sous-traitants, ce dernier faisant alors son affaire des garanties à imposer à ses sous-traitants.

Il est spécialement convenu qu'en cas de non-conformité des matériels ou personnels mis en place par le PRENEUR, celui-ci s'engage à garantir le VENDEUR pour toutes les conséquences financières qui pourraient résulter pour ce dernier de poursuites fondées notamment sur des infractions aux règlements tant vis à vis de l'autorité publique que vis à vis des tiers et notamment du public assistant à la MANIFESTATION.

2.4 Responsabilité du PRENEUR

(i) Le PRENEUR est seul responsable de sa MANIFESTATION tant à l'égard des participants, des exposants, des prestataires de services missionnés par lui, des visiteurs ou invités, que du VENDEUR et il lui incombera de faire respecter les dispositions énoncées dans le présent document et d'en assurer la publicité. En conséquence, il devra s'assurer de la conformité de l'objet de sa MANIFESTATION avec les dispositions législatives et règlements en vigueur. Il fera son affaire personnelle de l'obtention des autorisations nécessaires à la tenue de sa MANIFESTATION et plus particulièrement, sans que cette liste soit exhaustive, à l'ouverture tardive de la MANIFESTATION, respect des dispositions réglementaires et législatives applicables à sa MANIFESTATION (droit de la consommation, réglementation professionnelle ...) à la diffusion de musique en procédant aux déclarations nécessaires auprès de la SACEM, à la libre disposition des droits de propriété intellectuelle, enseignes, marques, etc..., utilisés dans le cadre de la MANIFESTATION.

Le PRENEUR déclare se soumettre aux prescriptions légales et réglementaires en vigueur pouvant s'appliquer à la MANIFESTATION qu'il organise et déclare à ce titre se conformer et faire respecter scrupuleusement lesdites prescriptions en vigueur, notamment en ce qui concerne la voirie, la salubrité, la police, le bruit, l'hygiène, la sécurité et l'inspection du travail, de façon à ce que la responsabilité du VENDEUR ne puisse jamais être recherchée. En application des dispositions prévues par le Code de la propriété intellectuelle, le PRENEUR s'engage également, en cas de diffusion d'œuvres musicales et audiovisuelles, à déclarer la MANIFESTATION à la SACEM et à la SPRE le cas échéant - et à régler directement tous les droits auprès des organismes concernés. Le VENDEUR décline toute responsabilité concernant l'organisation de la MANIFESTATION, les taxes, droits, et redevances y afférents à régler.

Le preneur s'engage à se conformer à l'arrêté du 25 Juillet 2022 fixant les règles de sécurité et les dispositions techniques applicables aux structures provisoires et démontables et sera seul responsable de la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté. Il s'engage notamment, à ses frais, à faire procéder au contrôle des points d'accroche des structures en hauteur conformément aux dispositions de l'arrêté. La responsabilité du VENDEUR ne pourra à aucun moment être recherchée en cas de non-respect par le PRENEUR des termes de l'arrêté.

(ii) Le PRENEUR demeurera seul responsable, tant pénalement que civilement, des éventuelles conséquences d'un défaut d'autorisation, sans qu'il puisse rechercher la responsabilité du VENDEUR pour quelle cause que ce soit. Il s'engage, en revanche, à relever et garantir au VENDEUR de toutes les conséquences dommageables pouvant résulter, pour cette dernière, du non-respect des dispositions susvisées.

Le PRENEUR qui met en œuvre le matériel de sonorisation est garant de sa conformité avec le décret n° 98-1143 du 15 décembre 1998 modifié par le décret 2007-1467 du 16 octobre 2007 relatif aux prescriptions applicables aux établissements ou locaux recevant du public et diffusant à titre habituel de la musique amplifiée et engage sa responsabilité en cas d'infraction et de réclamation par un tiers.

Le PRENEUR devra faire valider la sonorisation auprès du service technique du SITE et à première demande du VENDEUR, fournir une simulation de couverture sonore établie avec un logiciel adapté permettant de déterminer le nombre de décibels au mètre carré, accompagnée des fiches techniques complète de la sonorisation.

En cas de dépassement sonore, le PRENEUR s'engage à apporter les modifications nécessaires pour assurer la conformité sonore et ce, dans les plus brefs délais.

(iii) Toute dégradation constatée après la tenue de la MANIFESTATION sera facturée au PRENEUR. Tout dommage, dégradation, perte ou casse, constaté par le VENDEUR pendant la période effective de mise à disposition des lieux (périodes de montage et démontage incluses) sera facturé au PRENEUR, sauf si son origine est imputable au VENDEUR, à charge pour le PRENEUR de prouver le cas échéant la responsabilité du VENDEUR. Le paiement de la facture de réparation des dégradations et dommages devra intervenir à réception de ladite facture. Les réparations nécessaires à la remise en état seront organisées et réalisées par le VENDEUR, le cas échéant en conformité avec la réglementation applicable aux monuments historiques classés ou inscrits, aux frais exclusifs du PRENEUR. Les frais de remise en état des locaux suite aux dommages inhérents à l'installation des matériels commandés par le PRENEUR auprès du VENDEUR seront à la charge exclusive du PRENEUR.

2.5 Responsabilité du VENDEUR

(i) Le VENDEUR garantit la conformité de ses locaux et de ses prestations de services accessoires conformément au(x) CONTRAT(S) conclu(s). Le PRENEUR s'assurera de cette conformité avant toute utilisation. Aucune réclamation ne pourra être formulée après la fourniture des ESPACES et des matériels.

(ii) Dans le cas où, à l'occasion de l'exécution du CONTRAT, la responsabilité du VENDEUR serait engagée, à quelque titre et pour quelque cause que ce soit, tous dommages confondus et notamment dommages directs et indirects (comprenant les préjudices immatériels), celle-ci sera strictement limitée à une somme au plus égale au prix du CONTRAT, sans que cette somme ne puisse être supérieure à 1.000.000€. Au-delà, le PRENEUR et ses assureurs renoncent à recourir contre le VENDEUR et ses assureurs et les garantissent du recours des tiers.

Article 3 - ETAT DES LIEUX

Un état des lieux contradictoire sera dressé entre les PARTIES préalablement à la mise à disposition des ESPACES loués ainsi qu'à l'issue de la MANIFESTATION.

En cas de carence de l'une des PARTIES, ledit état des lieux pourra être dressé par huissier à la demande de la PARTIE la plus diligente et aura valeur contradictoire.

A défaut d'état des lieux d'entrée, le PRENEUR sera présumé avoir pris les lieux en bon état. Le PRENEUR devra rendre les lieux dans l'état où ils auront été mis à disposition.

Article 4 - PRESTATIONS DE SERVICES

Compte tenu de l'imbrication des réseaux dans le bâtiment, de la bonne connaissance qu'il a du bâtiment et de ses aménagements et installations, le VENDEUR est le prestataire exclusif du PRENEUR des prestations de services telles que définies à l'annexe 1 ci-après.

Article 5 - FACTURATION DES HEURES SUPPLEMENTAIRES

Toute utilisation des ESPACES loués et/ou toute mise à disposition de personnel en dehors des amplitudes horaires figurant au CONTRAT sera facturée au PRENEUR suivant les taux horaires en vigueur.

Article 6 - UTILISATION DES LIEUX

6.1

Le PRENEUR s'engage à utiliser les ESPACES loués conformément au CONTRAT et dans le respect de l'usage/ de la destination des espaces qui le constituent, qu'il s'engage à faire respecter à toute société tierce dont il s'adjoindrait les services et dont il se porte fort et garant.

Le PRENEUR s'engage à ne pas dépasser l'espace géographique mis à sa disposition, défini dans le CONTRAT.

Le PRENEUR est responsable du respect des normes de sécurité en vigueur applicables à l'ensemble des matériels qu'il installe dans l'enceinte des ESPACES loués.

Le PRENEUR informera le VENDEUR de l'ensemble des caractéristiques du matériel qu'il souhaite installer.

En cas de non-respect par le PRENEUR, des conditions précisées dans les pièces constitutives du CONTRAT, définies à l'article 1.3 concernant l'apport et la mise en place d'aménagements supplémentaires, de matériels spéciaux, ou d'installations spéciales, le VENDEUR fera procéder d'office à l'enlèvement des éléments visés, aux frais, risques et périls du PRENEUR, sans préjudice de toute indemnité complémentaire que le VENDEUR pourrait lui réclamer.

6.2 Sécurité/Incendie

Pendant toute la durée d'utilisation des ESPACES, le PRENEUR doit respecter et faire respecter par les personnes participant à la MANIFESTATION (visiteurs, exposants, prestataires.....) sous sa responsabilité les dispositions législatives et réglementaires applicables à sa MANIFESTATION, de même que les dispositions du Cahier des Charges et des Clauses Techniques Particulières, le règlement intérieur ainsi que tout autre document remis par le VENDEUR traitant de l'organisation de la sécurité, du stationnement, et plus généralement du déroulement de la MANIFESTATION au sein des locaux mis à disposition.

Article 7 - LE RESEAU ELECTRIQUE, L'ACCES INTERNET/SERVICE Wi-Fi, RESEAUX

7.1 Pour des raisons de sécurité, seules les personnes mandatées par le VENDEUR sont habilitées à intervenir sur les réseaux électriques de l'ESPACE EVENEMENTS PARC FLORAL DE PARIS, ouvrir les coffrets et les armoires, lesquels doivent leur rester accessibles à tout moment tout en étant hors de portée du grand public. Le VENDEUR n'est pas responsable en cas de microcoupures de courant.

7.2 Accès internet /service Wifi

Le PRENEUR s'engage à utiliser le service internet/Wifi en se conformant à la législation en vigueur.

Le VENDEUR ne saurait être tenu en aucun cas d'une quelconque responsabilité au titre des messages, données, fichiers, contenus ou signaux émis et/ou reçus par le PRENEUR dans le cadre du service internet/wifi, mis à disposition par le VENDEUR, ainsi que de l'éventuel caractère illicite des sites et contenus visités, consultés ou mis en ligne par le PRENEUR à l'occasion de l'utilisation de son service. En conséquence, le VENDEUR est garanti par le PRENEUR de tous les dommages directs ou indirects, matériels ou immatériels causés du fait de l'utilisation du service internet/Wifi.

Le PRENEUR déclare avoir conscience des caractéristiques techniques et des aléas relatifs aux temps de réponse, chargement, consultation ou les autres transactions effectuées sur internet par le service internet et Wifi ; la constitution même du réseau empêchant de connaître le débit du destinataire, le chemin emprunté par les données et le taux de disponibilité de la bande passante.

Le PRENEUR reconnaît être averti des risques de failles relatives à la sécurité et à la confidentialité des données et contenus envoyés ou reçus sur internet. Le PRENEUR est seul responsable des moyens de protection de la sécurité et de la confidentialité de ses données, contenus et applications dans le cadre de son utilisation du service internet et Wifi. De plus, toute connexion au service internet et Wi fi en utilisant les identifiants attribués au PRENEUR est réputée effectuée par celui-ci.

7.3 Wifi

Toute installation par le PRENEUR d'un réseau sans fil (de type Wi-Fi, Edge, ...) est interdite dans l'enceinte du SITE.

Article 8 - SANCTIONS EN CAS D'INEXECUTION DU CONTRAT

8.1 Exception d'inexécution

Conformément aux dispositions des articles 1219 et suivants du Code civil, l'exécution du CONTRAT pourra être suspendue par l'une ou l'autre des PARTIES en cas d'inexécution par l'autre PARTIE de l'une quelconque de ses obligations essentielles, après l'envoi d'une lettre de mise en demeure adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception pendant le délai visé aux termes de ladite lettre.

Tous les coûts résultant de la reprise de l'exécution du CONTRAT par l'une ou l'autre des PARTIES seront facturés sur justificatifs à la PARTIE défaillante.

A l'issue de ce délai, si aucune modification n'est intervenue permettant la reprise de l'exécution du CONTRAT, celui-ci sera automatiquement résilié aux torts de la PARTIE défaillante.

Cette résiliation sera notifiée à cette dernière par l'envoi d'une nouvelle lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

8.2 Résiliation du CONTRAT

Il est expressément convenu entre les PARTIES que les manquements aux obligations essentielles de chacune des PARTIES telles que visées en Préambule des présentes, pourront entraîner la résiliation du CONTRAT après mise en demeure de la PARTIE défaillante adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception demeurée infructueuse.

La résiliation sera notifiée à cette dernière par l'envoi d'une nouvelle lettre recommandée avec demande d'avis de réception et elle prendra effet à la date indiquée dans cette nouvelle lettre.

La résiliation aux torts du PRENEUR entraînera le règlement par le PRENEUR au VENDEUR de l'intégralité du montant du CONTRAT.

La résiliation aux torts du VENDEUR entraînera le remboursement par le VENDEUR de l'intégralité des sommes versées par le PRENEUR à la date de la résiliation du CONTRAT à l'exclusion de toute autre indemnisation.

8.3 Exécution forcée

Compte tenu de la spécificité de la nature des SERVICES et du savoir-faire indispensable nécessaire à l'exécution des obligations du VENDEUR au titre du CONTRAT, les PARTIES conviennent expressément d'exclure l'application des dispositions des articles 1221 et 1222 du Code civil.

8.4 Réduction des prix

Conformément aux dispositions de l'article 1223 du Code civil, toute réduction de prix sollicitée par le PRENEUR devra faire l'objet d'une acceptation préalable expresse du VENDEUR.

Article 9 - FORCE MAJEURE

En application des dispositions de l'article 1218 du Code civil, les obligations des PARTIES seront suspendues en cas de survenance d'un événement de force majeure. De convention expresse, sont assimilés à des cas de force majeure, même si les conditions légales et jurisprudentielles de la force majeure ne sont pas réunies, notamment les événements suivants : guerre, émeute, incendie, inondation, pandémie (y compris les conséquences de la pandémie de Covid-19), rupture d'alimentation en électricité, eau et/ou gaz, fermeture administrative du site prise par une autorité compétente disposant des pouvoirs de police nécessaires ; résiliation ou retrait de tout droit d'occupation dont le VENDEUR est titulaire sur le SITE.

La PARTIE victime de l'événement de Force Majeure en avertira l'autre PARTIE par lettre recommandée avec demande d'avis de réception immédiatement lors de la survenance dudit événement et l'exécution de ses obligations sera alors suspendue.

En cas de Force Majeure, les Parties se rapprocheront afin de définir ensemble les modalités de reprise du CONTRAT.

Contrat N° 9993-01 | Nathalie SARAZIN | 07/10/2024 | page. 17 sur 22

(i) Si l'empêchement est temporaire, l'exécution de l'obligation sera suspendue à moins que le retard qui en résulterait ne justifie la résiliation du CONTRAT. Il est entendu entre les Parties qu'un éventuel report de la MANIFESTATION sera sans frais et sans retenue pour un report à des dates antérieures au 31 Décembre de l'année en cours de laquelle la MANIFESTATION devait initialement se dérouler (jour de fin de la MANIFESTATION) dans des conditions équivalentes.

Au-delà, ledit report entraînera le paiement par le PRENEUR de frais de gestion d'un montant égal à 10% du montant TTC du CONTRAT. Si les sommes déjà versées par le PRENEUR au VENDEUR sont supérieures au montant des frais de dossier, le solde est conservé par le VENDEUR et imputé sur les montants dus au titre de la MANIFESTATION reportée. Si les sommes déjà versées par le PRENEUR au VENDEUR sont inférieures au montant des frais de dossier, le solde est payable sous 10 jours à compter de la décision de report de la MANIFESTATION.

(ii) Si l'empêchement est définitif, (ou a défaut d'accord pour un report de la MANIFESTATION), le CONTRAT sera résilié de plein droit et les PARTIES seront libérées de leurs obligations.

La résiliation entraînera le règlement à réception de la facture de l'intégralité des PRESTATIONS réalisées en tout ou partie, des frais engagés par le VENDEUR au titre de l'exécution du CONTRAT jusqu'à la date de survenance de l'événement de Force Majeure et de frais de gestion correspondant à 10% du prix total TTC du CONTRAT.

En tout état de cause, le PRENEUR et ses assureurs ne pourront réclamer aucune indemnisation au VENDEUR et à ses assureurs en cas de Force Majeure empêchant la tenue de tout ou partie de la Manifestation.

Article 10 - IMPREVISION

Le PRENEUR et le VENDEUR conviennent d'exclure l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil.

Si un changement de circonstances imprévisibles lors de la conclusion du CONTRAT rend l'exécution excessivement onéreuse pour une Partie qui n'avait pas accepté d'en assumer le risque, elle en notifiera l'autre Partie par tout moyen écrit. Les Parties devront alors se rencontrer afin de renégocier de bonne foi les termes du CONTRAT.

Compte tenu de la particularité des obligations du VENDEUR au titre du CONTRAT, et à défaut d'accord dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception de la notification mentionnée ci-dessus, le VENDEUR pourra procéder à la résiliation du CONTRAT. Celle-ci prendra effet à réception par le PRENEUR d'une notification par lettre recommandée avec avis de réception. Cette résiliation entraînera le remboursement au PRENEUR des acomptes perçus après déduction d'un montant correspondant aux prix des prestations déjà réalisées par le VENDEUR et des frais engagés par le VENDEUR pour les besoins de la MANIFESTATION

Article 11 - DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL (CI-APRÈS LES « DONNÉES ») ; CONFORMITÉ

11.1 Traitements de Données réalisés par le VENDEUR en qualité de responsable de traitement

Conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement (UE) 2016/679 (RGPD), le VENDEUR, en qualité de responsable de traitement (ou le cas échéant en qualité de sous-traitant du propriétaire du SITE), est amené à effectuer des traitements sur les Données renseignées par le PRENEUR dans le cadre de l'élaboration, de la gestion et de l'exécution du CONTRAT.

Dans ce cadre, dès lors que les Données demandées par le VENDEUR sont identifiées par un astérisque ou identifiées comme telles, la communication des Données par le PRENEUR est obligatoire.

Les traitements réalisés sur les Données ont pour finalités :

- A) La gestion et le suivi de la relation contractuelle ou précontractuelle (négociations, traitement et exécution du CONTRAT, facturation, gestion des impayés et contentieux)
- B) L'exploitation, le développement et la gestion des bases clients/prospects (envoi de newsletters, prospection commerciale, traitement des demandes d'exercice des droits, gestion des demandes de contact) ;
- C) L'amélioration et la personnalisation des services à l'égard du PRENEUR (réalisation de statistiques, réalisation d'enquêtes de satisfaction, gestion des abonnements aux newsletters) ;
- D) Le transfert de Données à des partenaires du VENDEUR dans le cadre d'une relation d'affaires (transferts) ;
- E) Le respect d'obligations légales.

La base juridique des traitements de Données, dont la finalité entre dans les catégories susvisées, est :

- Pour la catégorie A) : l'exécution d'un contrat ou l'exécution de mesures précontractuelles prises à la demande du PRENEUR.
- Pour les catégories B) et C) : l'intérêt légitime que représentent pour le VENDEUR ces catégories.
- Pour la catégorie D) : le consentement du PRENEUR. Il peut être retiré à tout moment par la suite.
- Pour la catégorie C) et E) : le respect d'obligations légales et/ou contractuelles.

Les destinataires des Données sont les services concernés du VENDEUR, ses partenaires et/ou des sociétés du groupe GL events (le cas échéant), et certains sous-traitants (exemples : prestataire informatique, prospection commerciale...) ainsi que le cas échéant le propriétaire du SITE lorsque le VENDEUR intervient en qualité de sous-traitant. Certains de ces destinataires peuvent être situés en dehors de l'Union Européenne. Lorsque cela a été nécessaire des garanties appropriées ont été prises, notamment par la mise en place de clauses types de protection des Données adoptées par la Commission européenne.

Le VENDEUR conserve les Données pendant le temps nécessaire aux opérations pour lesquelles elles ont été collectées, conformément au Règlement 2016/679 susvisé, pour le temps nécessaire à la réalisation d'obligations légales et/ou, lorsque le VENDEUR fait de la prospection commerciale, pour une durée maximale de trois ans à compter du dernier contact effectif avec le prospect/client sauf exceptions justifiées par un contexte particulier.

Le PRENEUR dispose d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des Données le concernant, d'un droit à la portabilité de ses Données, du droit de limiter les traitements effectués sur ses Données ainsi que du droit de définir des directives générales et particulières définissant la manière dont il souhaite que soient exercés, après son décès, ses droits. Le PRENEUR est expressément informé qu'il dispose également d'un **droit d'opposition** au

traitement de ses Données pour des motifs légitimes, ainsi qu'un droit d'opposition à ce que ses Données soient utilisées à des fins de prospection commerciale.

Pour exercer ses droits, le PRENEUR doit adresser un courrier au VENDEUR précisant son nom, son prénom ainsi que l'adresse postale à laquelle il souhaite recevoir la réponse, à l'adresse suivante : dataparcfloraldeparis@gl-events.com ou à l'adresse suivante : GL events - Direction Juridique- 59 Quai Rambaud- 69002 LYON.

Le PRENEUR peut introduire une réclamation auprès de la CNIL.

11.2 Traitements de Données réalisés par le VENDEUR en qualité de sous-traitant

Dans le cas où le VENDEUR serait amené à traiter des Données pour le compte du PRENEUR, le VENDEUR agira en qualité de sous-traitant et le PRENEUR en qualité de responsable de traitement.

Dans ce cadre, le VENDEUR garantit se conformer aux obligations incombant aux sous-traitants et, notamment, à ne traiter les Données que sur instructions du PRENEUR.

11.3 Traitements de Données réalisés par le PRENEUR

Le PRENEUR est entièrement et individuellement responsable des traitements de Données qu'il réalise. A ce titre, le PRENEUR s'engage à respecter les obligations incombant à tout responsable de traitement et notamment à transférer au VENDEUR, le cas échéant, des Données collectées conformément aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur.

En outre, le PRENEUR garantit expressément le VENDEUR contre toutes plaintes, réclamations et/ou revendications quelconques de la part d'un tiers que le VENDEUR pourrait subir du fait de la violation, par le PRENEUR, de ses obligations de responsable de traitement. Le PRENEUR s'engage à indemniser le VENDEUR de tout préjudice qu'il subirait et à lui payer tous les frais, indemnités, charges et/ou condamnations que le VENDEUR pourrait avoir à supporter de ce fait.

11.4 Code de conduite des affaires

Le Groupe GL events a mis en place un **CODE DE CONDUITE DES AFFAIRES** qui définit les règles que le Groupe demande de respecter à l'ensemble des parties prenantes dans le cadre des relations commerciales qu'il développe. **Ce Code est accessible sur le site internet www.gl-events.com** (informations légales, charte éthique, code des affaires). **Le PRENEUR déclare en avoir pris connaissance et en accepter les termes.**

11.5 Lutte contre la corruption

Les Parties sont encouragées à fonder leurs relations commerciales sur des principes de transparence et d'intégrité. Conformément aux dispositions nationales et internationales en vigueur relatives à la prévention et la lutte contre la corruption, les négociations commerciales menées par les Parties ne donnent pas lieu à des comportements ou des faits pouvant être qualifiés de corruption active ou passive, de complicité, de trafic d'influence ou de favoritisme. **A ce titre, elles s'engagent à respecter le Code de Conduite - Anticorruption disponible sur le lien suivant :**

www.gl-events.com/ethique-conformite

Article 12 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

12.1 Le VENDEUR accorde au PRENEUR, le droit non exclusif, non transférable, de reproduire et de faire apparaître la marque *ESPACE EVENEMENTS PARC FLORAL DE PARIS* (marque ayant fait l'objet d'un enregistrement auprès de l'Institut National de la Propriété Industrielle) et le logo correspondant, uniquement pour la communication relative à la MANIFESTATION et pour une durée de cinq ans à compter de la fermeture de cette dernière, sur tous supports de communication (avec ou sans achat d'espace publicitaire), en ce compris notamment :

- supports de relations publiques et de relations presse (dossiers et communiqués de presse),
- supports de communication « digitaux » (internet, mobile),
- supports de communication interne (notamment intranet).

Il ne devra pas être porté préjudice à l'image et/ou à la notoriété du SITE, du VENDEUR ou de toute société affiliée à GL events SA. Dans ce dernier cas, en cas de violation de ces obligations, le VENDEUR, seul ou avec toute société affiliée à GL events SA, ses cessionnaires et les personnes désignées par celui-ci, peuvent engager des poursuites judiciaires pour faire cesser l'infraction sans préjudice des droits de compensation et de paiement des dommages ou de l'intérêt correspondants.

Le VENDEUR mettra à la disposition du PRENEUR les éléments nécessaires à l'utilisation de son logo et de ses marques. Cette utilisation sera limitée à la seule MANIFESTATION objet du CONTRAT et se déroulant dans l'*ESPACE EVENEMENTS PARC FLORAL DE PARIS*

Toute autre utilisation non conforme de la marque / logo *ESPACE EVENEMENTS PARC FLORAL DE PARIS* en dehors de la MANIFESTATION, sera soumise préalablement à une demande écrite de la part du PRENEUR et à une autorisation écrite du VENDEUR.

12.2 En dehors des autorisations consenties ci-dessus, la représentation, la reproduction, l'adaptation, et plus généralement l'utilisation de tout droit de propriété intellectuelle dont le VENDEUR est propriétaire ou titulaire en rapport avec le SITE, à quelque fin que ce soit et sur quelque support que ce soit, sont interdites.

Article 13 - CONFIDENTIALITÉ

Chacune des Parties s'engage à traiter comme confidentielles toutes les informations, paroles et connaissances relatives à l'autre Partie, auxquelles elle aurait pu avoir accès dans le cadre de la négociation, de l'exécution ou de la résiliation du CONTRAT ou de toute autre manière dont, notamment, les informations techniques, les cahiers des charges, les informations commerciales, financières ou, plus généralement, toute autre information concernant l'autre Partie et ses activités. Cette obligation perdurera pendant la durée du CONTRAT et durant les trois (3) années suivant son expiration, pour quelque cause que ce soit.

Hormis ce qui est requis par la loi et sauf en cas d'autorisation écrite et préalable de l'autre Partie, chacune des Parties s'engage à ne divulguer aucune information de ce type à quelque personne que ce soit, et en particulier à des concurrents de l'autre Partie, et à n'en utiliser aucune dans le cadre de toute autre mission, pour le compte de toute autre personne ou à des fins personnelles.

Les obligations énoncées ci-dessus ne s'appliquent pas aux informations pour lesquelles les Parties apporteraient la preuve écrite :

- Qu'elles sont tombées dans le domaine public avant qu'elles ne soient communiquées par l'autre Partie, ou
- Qu'elles sont, postérieurement à la date de signature du Contrat, tombées dans le domaine public et ce, sans violation des termes du Contrat.

Les Parties répondent de leurs salariés, préposés et autres ayants droit comme d'elles-mêmes. Ainsi, les Parties prendront toutes dispositions requises auprès de leur personnel ou auprès d'entreprises auxquelles elles auraient recours, afin de conserver aux dites informations leur caractère confidentiel et s'engagent notamment à en limiter la diffusion aux seuls membres de leur personnel (en ce compris celui des entités du groupe GL events, des sous-traitants et prestataires du VENDEUR) qui en auront besoin dans l'exercice de leurs fonctions pour l'exécution du Contrat.

Article 14 - PHOTOGRAPHIES, FILMS, BANDES-SON

Le PRENEUR veillera à respecter les règles de propriété intellectuelle et les droits d'auteurs des tiers. Ainsi, le PRENEUR ne pourra citer le nom de marques, reproduire des dessins, modèles, textes et/ou oeuvres plastiques et/ou photographiques qu'après accord des auteurs et propriétaires de ces oeuvres et en veillant à mentionner, le cas échéant, les crédits correspondants.

Sauf refus exprès notifié au VENDEUR, le PRENEUR autorise expressément le VENDEUR à effectuer et utiliser toutes prises de vue représentant sa MANIFESTATION (en ce compris toutes représentations de ses marques, logos, produits et animaux) effectuées au cours de la MANIFESTATION, pour ses propres communication et promotion exclusivement, et ce quel qu'en soit le support (en ce inclus les sites web exploités par le VENDEUR). A ce titre, le PRENEUR cède son droit à l'image à titre gratuit au VENDEUR et/ou à tout tiers mandaté par elle ainsi qu'à l'ensemble des filiales actuelles et futures du groupe GL events. Il est expressément convenu que par « droit à l'image », le PRENEUR cède au VENDEUR et/ou à tout tiers mandaté par elle ainsi qu'à l'ensemble des filiales actuelles et futures du groupe GL events le droit :

- de filmer et de photographier l'image du PRENEUR ainsi que celle de ses exposants, salariés et/ou biens à l'occasion de la MANIFESTATION. S'agissant de ces derniers, le PRENEUR se porte fort de leur accord sur la cession de leur droit à l'image selon les mêmes termes que pour le PRENEUR ;
- de fixer, d'exploiter, de reproduire et de communiquer les images susvisées sur les supports de fixation suivants : catalogues commerciaux, sites internet et notamment www.gl-events.com, www.parcfloraldeparis.com/fr, chaîne de télévision interne à l'occasion de la MANIFESTATION, chaîne de télévision interne au groupe GL events ;
- de fixer, d'exploiter, de reproduire et de communiquer les images susvisées sur les modes de diffusion suivants : télédiffusion, numérisation, écrit, vidéo ;

Ladite autorisation est également valable pour les éléments distinctifs de la MANIFESTATION et/ou du PRENEUR (nom ; logo...).

Le VENDEUR décline toute responsabilité quant à d'éventuelles réclamations ou plaintes de quiconque relatives aux prises de vue, même autorisées. Le PRENEUR renonce à toute rémunération de ce chef comme à tout droit d'utilisation de la communication du VENDEUR et/ou du groupe GL events. Les éventuels commentaires ou légendes accompagnant la reproduction ou la représentation de prises de vue ne devront pas porter atteinte à son image et/ou à sa réputation.

Le groupe GL events pourra utiliser directement et/ou indirectement le droit à l'image ainsi cédé, ainsi que le nom/le logo/ la marque du Client et/ou de la MANIFESTATION, dans le cadre de la présentation et/ou promotion de son activité et/ou son savoir-faire.

Article 15 - INVITATIONS

Le PRENEUR s'engage à faire ses meilleurs efforts pour remettre gracieusement au VENDEUR, pour les MANIFESTATIONS ouvertes au grand public, un lot d'invitations dont le nombre est fixé à l'ESPACE EVENEMENTS PARC FLORAL DE PARIS.

Un détail précis du nombre d'invitations minimum demandé par le VENDEUR en fonction d'une jauge pourra être annexé aux présentes.

Article 16 - LOI APPLICABLE, JURIDICTION COMPETENTE

Le présent CONTRAT de location ainsi que les ventes et tout contrat passé entre le VENDEUR et le PRENEUR sont soumis à la loi française.

Tout différend pouvant survenir entre le VENDEUR et le PRENEUR relatif à la formation et/ou l'interprétation et/ou l'exécution et/ou la cessation des présentes et/ou de tout CONTRAT conclu entre le VENDEUR et le PRENEUR sera de la compétence exclusive du Tribunal de commerce du ressort du siège social du VENDEUR même en cas d'appel en garantie ou de pluralité de défendeurs, en ce compris tout différend relatif à la rupture du CONTRAT ou de toute relation commerciale au titre desquelles il serait pris en considération en application des dispositions de l'article L. 442-6 du Code de commerce.

ANNEXE 1

CONDITIONS SPECIFIQUES DE LOCATION DU SITE

Contrat N° 9993-01 | Nathalie SARAZIN | 07/10/2024 | page. 20 sur 22

Article 1 - CONDITIONS DE REGLEMENT

Pour tout CONTRAT dont le montant H.T est supérieur à 6 000€, le PRENEUR verse au VENDEUR à la conclusion du ou des CONTRATS(s) l'acompte suivant :

- 5% du prix global TTC, si la réservation intervient plus de 18 mois avant la date de début de montage de la MANIFESTATION;
- 10% du prix global TTC, si elle intervient entre 18 et 12 mois avant la date de début de montage de la MANIFESTATION;
- 30% du prix global TTC, si elle intervient entre 12 et 6 mois avant la date de début de montage de la MANIFESTATION;
- 50% du prix global TTC, si elle intervient entre 6 et 3 mois avant la date de début de montage de la MANIFESTATION;
- 100% du prix global TTC, si elle intervient moins de 3 mois avant la date de début de montage de la MANIFESTATION.

Toute commande complémentaire devra respecter les mêmes échéances de paiement d'acomptes.

Article 2 - ANNULATION

2.1 Pour toute annulation totale ou partielle du CONTRAT entre la signature du contrat et avant le 365ème jour précédent le début du montage de la MANIFESTATION : Le VENDEUR conserve les acomptes versés.

2.2 Toute annulation totale ou partielle du CONTRAT à partir du 365ème jour avant le début du montage de la MANIFESTATION, entrainera le paiement des sommes suivantes par le PRENEUR au VENDEUR :

- 50 % du prix total TTC du CONTRAT, si l'annulation intervient entre 12 et plus de 6 mois avant la date de début de montage la MANIFESTATION,
- 75 % du prix total TTC du CONTRAT, si l'annulation intervient entre 6 et plus de 3 mois avant la date de début de montage de la MANIFESTATION,
- 100 % du prix total TTC du CONTRAT, si l'annulation intervient moins de 3 mois avant la date de début de montage la MANIFESTATION.

En tout état de cause, l'ensemble des sommes déjà versées restera la propriété du VENDEUR et les sommes restantes à verser seront payables dans les 10 jours suivant l'annulation.

Article 3 - PRESTATIONS DE SERVICES

Compte tenu de l'imbrication des réseaux dans le bâtiment, de la bonne connaissance qu'il a du bâtiment et de ses aménagements et installations, le VENDEUR est le prestataire exclusif du PRENEUR des prestations de services suivantes :

- du nettoyage, la gestion des déchets, permanences sanitaires, remise en état à l'issue de la manifestation
- de la sécurité – sûreté (dont contrôle et filtrage/vigipirates, sécurité incendie agents SSIAP, gestion de flux véhicules, agents de nuit, agents Parking, agents parc (domaine Public),
- de la distribution électrique,
- des télécommunications (WiFi, Internet filaire) et réseaux,
- de l'alimentation en eau, en gaz et électricité,
- du chauffage et de la climatisation des Espaces,
- de la gestion du point de vente fixe F&B Délice Garden,
- des accroches techniques (élingues),
- de la signalétique extérieure et bâtiments,
- de la séparation des espaces en rideaux toute hauteur,
- de la plomberie événementielle (raccordements – éviers – toilettes supplémentaires),
- des structures CTS de plus de 100 m²,
- de la régie technique Site,
- de la sonorisation générale d'appels.

Article 4. PRESTATIONS DE TRAITEUR - RESTAURATION

Le PRENEUR s'engage à effectuer les commandes de prestations de traiteur ou restauration dans les délais prévus aux Conditions Générales ci-dessus.

Tout ajustement, dans la limite de plus ou moins 10% des commandes de prestations de traiteur ou de restauration, devra être soumis par le PRENEUR au VENDEUR au plus tard à J-10 précédant le 1er jour de montage de la MANIFESTATION.

Sous réserve de faisabilité et de validation écrite par le VENDEUR, toute commande complémentaire de prestations traiteur ou de restauration effectuée par le PRENEUR entre J-9 et J-1 précédant le 1er jour de montage fera l'objet d'une majoration égale à 25% du tarif HT applicable/personne et sera payable à réception de facture.

Par dérogation aux conditions d'annulation définies aux Conditions Générales ci-dessus, les conditions d'annulation applicables aux prestations de traiteur ou de restaurations sont les suivantes :

- entre le 30ème et le 22ème jour précédant le 1er jour de montage de la MANIFESTATION, possibilité d'annulation de 70% du montant total du devis prestation traiteur ou restauration, les 30% du montant total TTC seront payés par le Preneur au Vendeur ;
- entre le 21ème et le 16ème jours précédant le 1er jour de montage de la MANIFESTATION, possibilité d'annulation de 30% du montant global du devis prestation traiteur ou restauration, les 70% du montant total TTC seront payés par le Preneur au Vendeur ;
- entre le 15ème et le 10ème jour précédant le 1er jour de montage de la MANIFESTATION, possibilité d'annulation de 10% du montant global du devis prestation traiteur ou restauration, les 90% du montant total TTC seront payés par le Preneur au Vendeur ;

- dans les 9 jours précédant le 1er jour de montage de la MANIFESTATION, aucune possibilité d'annulation – 100% du montant total du devis TTC seront payés par le Preneur au Vendeur.

Les prestations exclusives sont susceptibles d'évoluer en fonction de la politique d'exploitation du site.

DATE ET SIGNATURE

PRECEDEE DE LA MENTION MANUSCRITE « LU ET APPROUVE »

Fait à PARIS en deux exemplaires originaux, le 07/10/2024

Pour Société d'exploitation de Parcs d' Expositions
Monsieur Florent JONCQUIERT

CCI ESSONNE TERRITORIALE
Monsieur Patrick RAKOTOSON
Président

Signature et cachet de la société